

De la croissance au changement de structure

Sachs I.

Le développement

Paris : CIHEAM
Options Méditerranéennes; n. 11

1972
pages 60-63

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010723>

To cite this article / Pour citer cet article

Sachs I. *De la croissance au changement de structure*. *Le développement*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 60-63 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Ignacy SACHS
 Directeur d'Études associé
 École Pratique
 des Hautes Études

De la croissance au changement de structures

La *croissance* n'est plus à la mode. Les uns lui opposent le *développement*, d'autres se plaisent à mettre en avant la *qualité de vie* dans le cadre d'un *équilibre dynamique*, euphémisme pour la non-croissance.

Or, le développement est inconcevable sans une croissance qui le soutende. Et, face aux inégalités criantes de répartition du revenu entre classes sociales dans les pays riches d'une part, entre pays riches et pauvres d'autre part, la poursuite de la qualité de vie aux dépens de la croissance ne saurait qu'accentuer les déséquilibres sociaux et ne se conçoit que comme un programme en faveur des élites privilégiées.

En réalité, le concept de développement met en cause *les usagers et les modalités de la croissance* et non la croissance en tant que telle. Il en est de même de la qualité de vie et de la protection de l'environnement. Notre ambition devrait être l'harmonisation d'une politique de la protection de l'environnement et d'amélioration de la qualité de vie avec une croissance soutenue et une répartition des revenus plus équitable. D'ailleurs, dans la mesure où, au-delà de la qualité du milieu et des conditions de vie et de travail, il s'agit d'éliminer le gaspillage de ressources non-renouvelables, la protection de l'environnement apparaît précisément comme une mesure destinée à sauvegarder la possibilité de croissance à long terme. Ce qui entre donc en jeu, ce sont les arbitrages entre la croissance immédiate et la croissance dans l'avenir, mais — insistons-y une fois encore — l'antinomie entre la qualité de vie et la croissance offre un faux choix.

Ce qui vaut pour les pays industrialisés est *a fortiori* vrai pour le Tiers-Monde et il est certain que jusqu'à la fin du siècle la croissance accélérée demeurera au cœur de ses préoccupations.

Faut-il en déduire que le Tiers-Monde pourra se contenter d'extrapoler ses politiques actuelles, en essayant tout au plus d'aller plus vite ? Rien de plus contraire à notre pensée. Nous estimons que la croissance de la majorité des pays du Tiers-Monde dans l'après-guerre a été socialement très coûteuse. Les taux de croissance tout à fait honorables recèlent une aggravation des différences économiques et culturelles entre d'une part une minorité de bénéficiaires, bourgeoisie des villes et des campagnes, élites

administratives, cadres de l'armée et, en partie, aristocratie ouvrière ayant accédé à des emplois industriels stables, et d'autre part le reste, écrasante majorité des ouvriers agricoles et paysans pauvres ainsi que du sous-prolétariat urbain.

Les distorsions ont opéré au niveau du choix des priorités d'investissement. Il n'est pas vrai que l'accumulation au Tiers-Monde soit basse. Si elle paraît insuffisante, c'est qu'une partie du surplus potentiellement utilisable pour l'investissement a été drainée vers l'extérieur, et une autre, peut-être même plus importante, gaspillée en projets de prestige, l'essor des quartiers luxueux des grandes villes, la mise en place d'industries de produits de luxe ou semi-luxe, desservant au grand maximum 10 % de la population.

Les élites du Tiers-Monde ont importé les modèles de consommation des sociétés d'affluence, fondés sur le gaspillage et la maldistribution des ressources et leur *dépendance* actuelle par rapport aux puissances industrielles, dénoncée avec véhémence par de nombreux auteurs latino-américains, repose donc autant ou plus sur l'intériorisation d'une échelle de valeurs culturelles *aliénantes* que sur les positions privilégiées des entreprises étrangères. C'est qu'il est théoriquement possible à un gouvernement décidé à limiter sur le champ la liberté d'action de ces entreprises, voire à procéder à leur nationalisation, alors que l'aliénation dont il est question ici se traduit en un style de vie exerçant un certain attrait même sur ceux qui n'y accèdent que marginalement. D'où le dilemme des partis de gauche : dénoncer le système des valeurs de la société de consommation ou, au contraire, promettre son extension à tout le monde ?

Enfin, l'industrialisation des pays du Tiers-Monde s'effectue par le truchement d'importations massives de technologies, mises au point dans les pays riches. Outre le phénomène de dépendance technologique qui, à la limite, paralyse les décisions autonomes, et les coûts directs et indirects extrêmement élevés de telles importations (1), nous

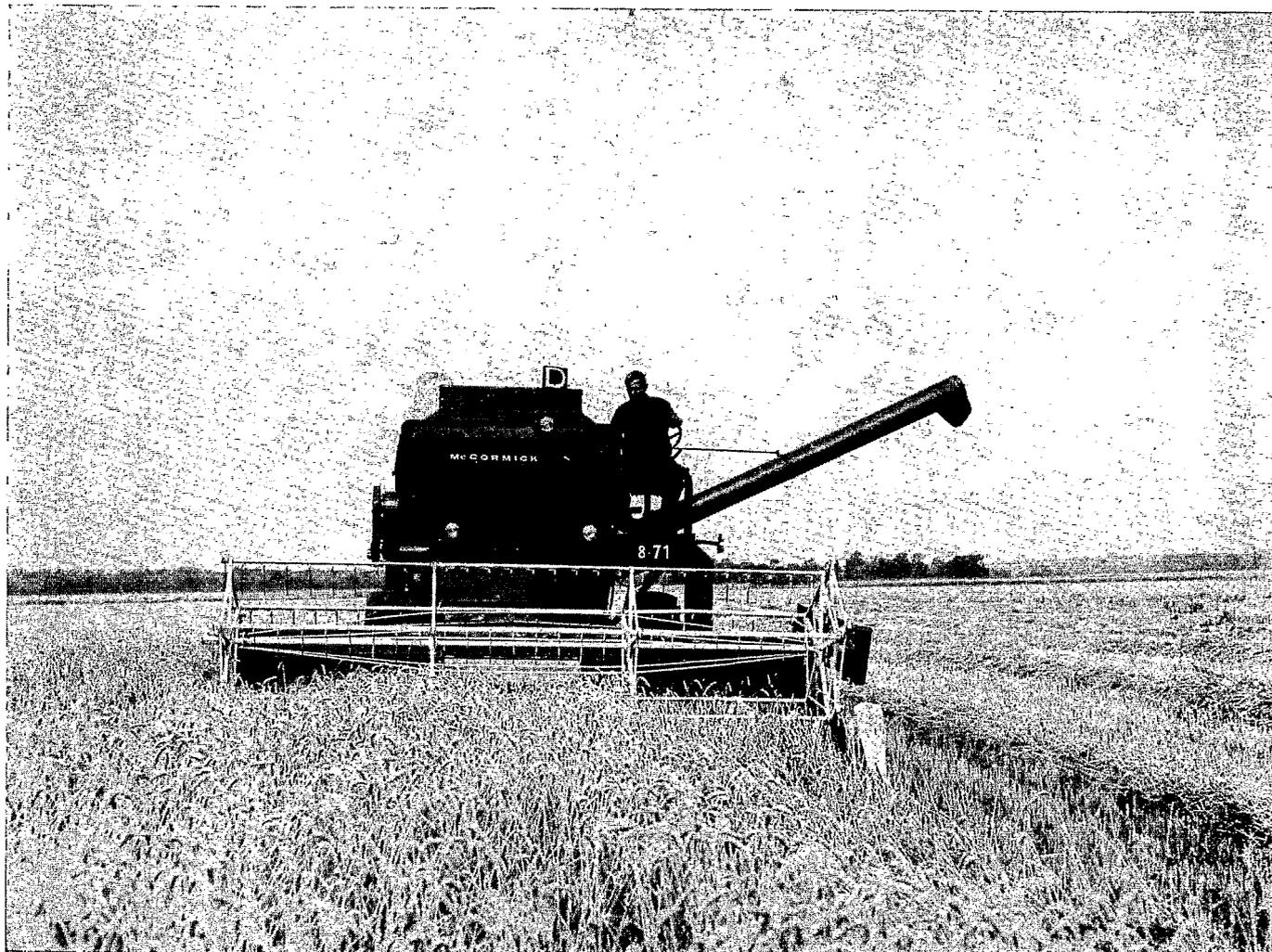
(1) Ce thème promet de susciter de vifs débats à la Conférence de Santiago, le Secrétariat de la CNUCED ayant préparé d'excellents rapports, où il est fait état du coût prohibitif des importations de technologie et de certaines caractéristiques du marché mondial de technologie.

Photo Banque Mondiale, Mary M. Hill



Une agriculture qui reste traditionnelle...

Photo Mc Cormick



... face à une agriculture mécanisée destructrice d'emplois.

avons affaire à une surcapitalisation des industries du Tiers-Monde aux dépens de la création d'emplois. Comme, par ailleurs, l'implantation des industries modernes réduit au chômage des centaines de milliers d'artisans, nous assistons dans la plupart des pays du Tiers-Monde à ce paradoxe alarmant qu'une forte augmentation de la part de la production industrielle et artisanale dans le PNB ne se traduit pas par des changements correspondants dans la structure de l'emploi : d'où un chômage ouvert et déguisé en ascension rapide, plus ou moins masqué par un gonflement maladif du secteur tertiaire.

De son côté, la « révolution verte » en agriculture, là où elle réussit, ne fait qu'accentuer le clivage entre une minorité de propriétaires et riches paysans jouissant d'accès à l'eau et aux inputs modernes (les nouvelles techniques ne s'appliquant que sur les terres irriguées) et la masse de la paysannerie pauvre, qui tout au plus bénéficie passagèrement d'une demande accrue pour la main-d'œuvre, en attendant que par la logique des choses la « révolution verte » (ou capitaliste ?) dans les campagnes débouche sur une mécanisation destructrice de l'emploi, accélérée par la montée passagère des salaires ; une telle perspective est parfaitement logique du point de vue de la rationalité de l'entrepreneur agricole, quels que soient ses effets macrosociaux.

Enfin, sur le plan du commerce extérieur, la plupart des pays du Tiers-Monde n'ont pu s'affranchir de leur position de fournisseur de matières premières ou produits agricoles. Le changement dans la structure de production ne s'est pas reflété sur les exportations et, les pays pétroliers mis à part, la marginalisation du Tiers-Monde dans le commerce mondial n'a fait que s'accroître (2).

En d'autres mots, les taux de croissance honorables et les changements parfois spectaculaires dans la structure de production n'ont pas entraîné de changements escomptés dans le volume et la structure de l'emploi et, par ce truchement dans la structure de répartition des revenus ; l'inefficacité notoire du système fiscal se combinant à l'impact sur les revenus du progrès technologique incontrôlé et à l'absence dans la plupart des pays de réformes agraires radicales, la croissance s'est même accompagnée d'une concentration de revenus de plus en plus poussée, donc d'un changement régressif dans la structure de répartition du revenu. Quant au commerce extérieur, les besoins pressants d'importation d'équipement, pièces de rechange et matières premières pour les nouvelles industries ont rendu plus inflexible la structure d'importation, alors que celle d'exportation n'a pas, en gros, bougé, comme nous l'avons déjà dit.

Ainsi, le non-développement du Tiers-Monde, malgré sa croissance, peut s'interpréter en termes d'absence de chan-

gements structurels ou même de régression de certaines structures. Il en résulte immédiatement que la fuite en avant souvent postulée, c'est-à-dire l'accélération seule du taux de croissance globale ne saurait constituer une solution du problème. La bataille contre le sous-développement va se jouer au niveau de transformations de structures et la planification à long terme doit prendre comme point de départ une réflexion approfondie sur ce thème, au lieu de se contenter d'incantations purement verbales sur les préalables sociaux et les objectifs « non-économiques » du plan pour aussitôt sombrer dans l'illusion d'une allocation soi-disant optimale de ressources à des fins mal définies et subsumées dans le taux global de croissance.

Mais il y a un *préalable* politique aux transformations structurelles postulées plus haut, objectera-t-on sans doute. Nous en convenons volontiers sans pour autant croire que la réalisation du préalable politique entraînera nécessairement le développement — que de chances gaspillées au cours du dernier quart de siècle — ou que les conditions minimales pour une planification efficace ne puissent pas être remplies dans certaines économies mixtes, quoique cette efficacité va dépendre du degré d'audace et de l'appui populaire dont jouit le gouvernement. Les leviers indispensables sont au nombre de quatre : contrôle du commerce extérieur, contrôle des investissements, contrôle de la répartition du revenu (ce qui implique une fiscalité efficace), stabilité des prix (ce qui implique à son tour une politique agricole capable d'assurer l'équilibre sur le marché des denrées alimentaires, en tenant compte de la demande fortement accrue du fait de la redistribution des revenus et de sa progression). Quant aux objectifs de développement à long terme, au niveau de généralité où nous nous sommes situés dans cet article, ils se ramènent à doter un pays de *potentiel de développement*, qui repose sur l'existence simultanée de trois structures interconnectées :

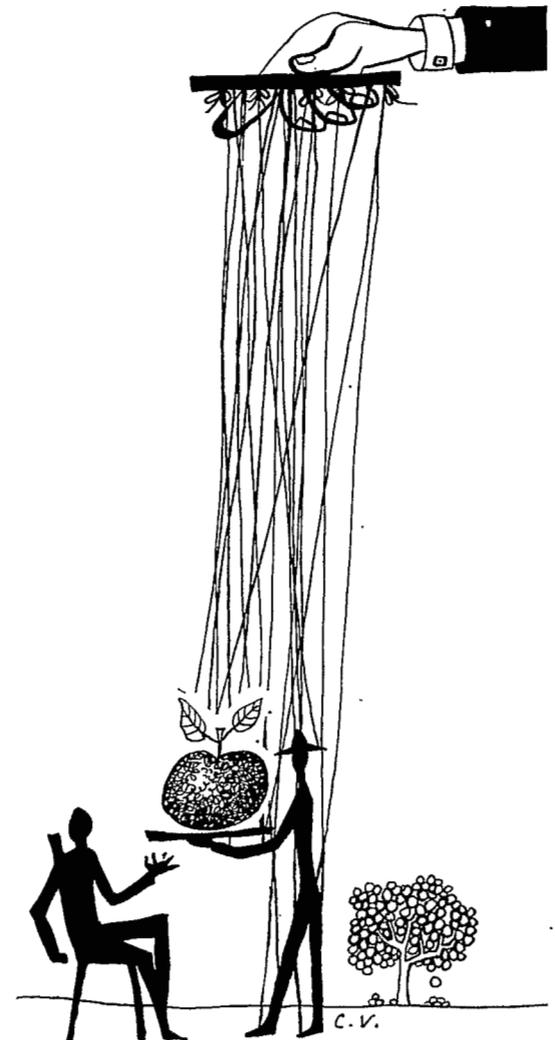
— un appareil de production capable de se reproduire et/ou de pourvoir à travers des exportations aux importations nécessaires ;

— une organisation politique et administrative capable de prendre des décisions autonomes et de les mener à bonne fin (ce qui implique une démocratie effective à tous les niveaux de choix des objectifs, planification des opérations et leur réalisation) ;

— une structure intellectuelle et culturelle, enfin, capable de nourrir les deux premières par un flux continu d'innovations — inventions, adaptations et transferts soigneusement programmés.

La mise en place de ce potentiel constitue la première étape, de loin la plus difficile du développement, car son existence suppose, par définition, la faculté de se remettre continuellement en question et donc d'amorcer un processus continu de planification systémique où valeurs et normes, objectifs et moyens, sont examinés dans leurs rapports mu-

tuels et ajustés à la lumière du dialogue entre tous les acteurs - producteurs, consommateurs, gouvernants et gouvernés et bien entendu les planificateurs. Ces derniers deviennent en quelque sorte les maîtres de cérémonie, mais aussi le levain intellectuel, les explorateurs des avènements possibles, à l'intérieur desquels seront choisis les futurs voulus dont la réalisation permettra d'éviter le futur logique, simple extrapolation des tendances en cours.



(2) L'on ne saurait tirer aucune conclusion valable d'ensemble à partir de quelques cas tout à fait exceptionnels de petits pays comme Singapour ou Hong-Kong.